

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté, Egalité, Fraternité  
Département de l'Isère  
Commune de Saint-Marcellin

## DECISION MUNICIPALE

N°2023\_139

### Objet : Modification de la régie de recettes pour locations salles

Le Maire de Saint-Marcellin,

**Vu** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

**Vu** le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances, des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

**Vu** la délibération n°2020\_040 en date du 17 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal de Saint-Marcellin décide de déléguer au Maire les matières et points visés par la présente délibération pour la durée du mandat au plus tard et jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement,

**Vu** les délibérations n°2019\_090 et n°2020\_131 relatives au RIFSEEP qui fixent la majoration de l'IFSE susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics,

**Vu** l'avis conforme du comptable public assignataire daté du 29. NOV. 2023

### DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** – Il est décidé la modification de la régie de recettes Locations-salles auprès des Services Techniques de la ville de Saint-Marcellin.

**Article 2** – Cette régie est installée au 21 place d'Armes 38160 Saint-Marcellin.

**Article 3** – Cette régie est instituée pour permettre l'encaissement des activités suivantes :

- 1° - Locations salles
- 2° - Locations matériels festifs
- 3° - Cautions
- 4° - Forfait nettoyage
- 5° - Forfait livraison
- 6° - Mise à disposition de personnel
- 7° - Majoration hiver du tarif chauffage

**Article 4** – Les recettes sont perçues au comptant, en numéraire, en chèques bancaires, postaux ou assimilés, par paiement dématérialisé et par carte bancaire contre remise d'une quittance numérotée issue d'un carnet à souche.

**Article 5** – Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès de la DGFIP de Grenoble.

.../...

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté, Egalité, Fraternité  
Département de l'Isère  
Commune de Saint-Marcellin

## DECISION MUNICIPALE

N°2023\_139, suite 1,

**Article 6** – Un fonds de caisse d'un montant de 150 € est mis à disposition du régisseur.

**Article 7** – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 5 000 €.

**Article 8** – Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, et au minimum une fois par mois.

**Article 9** – Dans le cadre de la régie dite prolongée, la date limite d'encaissement est fixée à 30 jours après l'édition des factures.

**Article 10** – Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des pièces justificatives de recettes au minimum à la fin de chaque mois.

**Article 11** – Le régisseur se verra attribuer une majoration de son IFSE comme prévu dans la délibération de mise en œuvre du RIFSEEP.

**Article 12** – Le suppléant ne percevra pas d'indemnité de régisseur selon la réglementation en vigueur.

**Article 13** – Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 14** – Ampliation de la présente décision sera adressée aux services financiers de la mairie, au régisseur et deux au comptable.

**Article 15** - La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et un extrait en sera affiché à la porte de la Mairie. Un compte-rendu de la présente sera effectué lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

**Article 16** - Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Isère.

Saint-Marcellin, le 30 novembre 2023

Le Maire,  
Raphaël MOCELLIN

Rendu exécutoire après transmission en Préfecture 05 décembre 2023  
Et affichage le 05 décembre 2023